

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Intérieur, des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire

*Rencontre Nationale sur l'Aménagement
et le Développement des Zones Frontalières*

«L'Aménagement et le Développement des Zones Frontalières :
Une Priorité Nationale »

**Proposition de Recommandations
des Travaux de l'Ateliers**

N°02

Dans le cadre de la mise en œuvre des décisions de Son Excellence Monsieur le Président de la République, du programme d'actions du Gouvernement et des recommandations de Monsieur le Ministre de l'Intérieur des Collectivités Locales et de l'Aménagement du Territoire, les travaux de l'atelier 02 intitulé «Gouvernance et perspectives de développement transfrontalier» et caractérisé par un débat riche et fructueux, ont fait ressortir les recommandations suivantes :

1. LA GOUVERNANCE

Pour mieux cerner les efforts à consentir pour un développement harmonieux des espaces frontaliers et dans le but de conforter les principes de la gouvernance participative, il est impératif d'impliquer les élus, la société civile et l'ensemble des acteurs économiques et sociaux, dans les actions de développement de leur territoire.

De ce fait, il y a lieu de :

- Instituer une structure souveraine 'institution' chargée de l'exportation, dont les missions seraient de définir la politique nationale d'exportation, notamment pour les zones frontalières et mettre en place le cadre juridique y afférent.
- Assurer la coordination intersectorielle pour la définition et le financement du programme spécial de développement des zones frontalières et mettre en place les outils techniques de suivi et de l'évaluation de la mise en œuvre de la stratégie nationale pour les zones frontalières.
- Adapter le cadre juridique devant prendre en charge les spécificités des régions frontalières pour la promotion du développement socioéconomique.
- Renforcer la décentralisation au niveau local et définir le cadre de référence.
- Instituer une structure nationale « Comité National des Frontières » dédié au développement des communes frontalières et à la coopération transfrontalière,
- Créer au niveau local le « Comité des Frontières » présidé par le Wali, qui sera chargé de proposer, dans le cadre des études d'aménagement et de développement des zones frontalières, le programme spécial de développement des zones frontalières, et de veiller à sa mise en œuvre.
- Engager des études d'aménagement transfrontalier par territoire de wilaya, pour mieux appréhender les caractéristiques propres à chaque wilaya ;
- Associer les territoires frontaliers voisins dans la programmation d'actions et de projets intégrateurs transfrontaliers pour une efficacité certaine ;
- Donner plus d'initiatives et renforcer les missions des acteurs territoriaux (administrateurs et élus) au titre des échanges, et ce par la promulgation de textes réglementaires permettant de conclure des conventions de coopération bilatérale ;
- Adapter la réglementation encadrant la transhumance aux réalités des territoires ;
- Mettre en place un comité d'observation et de suivi pour la préservation des richesses naturelles (faune et flore) au niveau des zones frontalières ;
- Mutualisation des moyens pour la concrétisation des objectifs de développement transfrontalier, ainsi que la gestion des situations d'exception (feux de forêt, lutte antiacridienne, gestion sanitaire,).

- Encourager le partenariat public-privé afin de promouvoir le développement, la compétitivité et l'attractivité territoriale de ces espaces.
- Généraliser la modernisation et la numérisation de l'administration et de l'activité économique pour le renforcement du lien territorial.
- Renforcer les capacités et l'accompagnement des collectivités territoriales à l'acquisition de nouvelles méthodes managériales et entrepreneuriales par la formation en ingénierie territoriale (avec la spécificité frontalière), et ce pour permettre, d'accompagner la conception, la réalisation et l'évaluation des projets.
- Définir les mécanismes de financement du « Programme Spécial pour les Zones Frontalières » par les différents fonds nationaux :
 - Fonds Communs des Collectivités Locales (FCCL) ;
 - Fonds Spécial de Développement des Régions Sud ;
 - Fonds des Hauts Plateaux ;
 - Fonds de la Promotion de la Compétitivité Industrielle.
- Réfléchir à d'autres mécanismes de cofinancement des infrastructures et équipements dédiés à la revitalisation des territoires frontaliers, pour la valorisation des ressources territoriales à travers les microcrédits et la finance éthique, notamment, la contractualisation, où les entreprises prospères en activités sur le territoire de la wilaya.

2. LE DEVELOPPEMENT DES RELATIONS TRANSFRONTALIERES

Pour conforter les relations existantes et rendre éligible ces espaces aux échanges transfrontaliers, dans le cadre des relations futures avec les pays voisins, il est recommandé de :

- Renforcer graduellement le rôle des wilayas et des élus dans le développement transfrontalier, en tant qu'animateur des relations avec les pays limitrophes, dans certains axes de coopération : projets de développement régional, commerce, formation, coordination sanitaire, gestion des risques majeurs,etc.).
- Moderniser et digitaliser les postes frontaliers (mixtes) pour faciliter le transit des populations et des biens, et prévoir la création de nouveaux postes frontaliers, en concertation avec les pays voisins, en cas de nécessité.
- Renforcer les infrastructures d'accueil et les services de transport avec les villes des pays voisins.
- Encadrer les échanges transfrontaliers dans le cadre d'une démarche concertée, visant à éradiquer des activités informelles.
- Programmer la réalisation de plates-formes logistiques au niveau des localités appelées à devenir des pôles urbains et des villes polarisantes.
- Établir une carte d'investissement par filières, par branches d'activités et par zone.
- Etablir une cartographie des flux des échanges économique comme outil de gestion.
- Adapter le régime douanier pour améliorer et encourager les investissements au niveau des zones frontalières ;
- Elargir le système de la péréquation du transport pour les produits destinés à l'exportation ;

- Associer les différents fonds et mécanismes au financement des projets de développement des zones frontalières et impliquer les institutions financières à cette dynamique.
- Adapter le code de l'investissement aux zones frontalières ;
- Réhabiliter les foires et les marchés transfrontaliers à l'exemple de l'ASSIHAR, et étudier l'éventualité de nouvelles créations au niveau des espaces frontaliers.

Telles sont les principales recommandations adoptées par les participants de l'atelier n°2 que nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation.